

Économies pour les conseils scolaires de l'Ontario

*Le deuxième trimestre a été couronné de succès pour la Coalition. Nous avons eu gain de cause au sujet de la demande présentée par Ontario Power Generation pour récupérer le coût accru de la rémunération de son personnel, et nous avons obtenu le règlement de plusieurs questions importantes dans le dossier des tarifs de distribution d'Enbridge pour les cinq prochaines années. Compte tenu de règlements dans d'autres petits dossiers, nous avons ainsi obtenu pour les écoles des économies de **plus de 10,6 millions de dollars (M\$)**.*

Cinq semaines d'audiences concernant les tarifs d'Enbridge commenceront en juillet, ce qui marquera le retour des audiences en personne après trois années d'audiences virtuelles. Un enjeu essentiel sera le plan d'immobilisations de plus de 7 milliards de dollars proposé par l'entreprise, au moment même où beaucoup de ses clients cherchent à réduire leur consommation de combustibles fossiles. L'examen de plusieurs demandes présentées par des distributeurs d'électricité devrait aussi prendre fin au prochain trimestre.

AFFAIRES COURANTES - GAZ NATUREL

EPCOR - Tarifs de distribution - 2023. Comme nous l'avons signalé dans notre rapport de mars, la Commission de l'énergie a rendu une décision au tout début du deuxième trimestre concernant la demande de modifier rétroactivement l'entente selon laquelle EPCOR doit maintenir des tarifs stables pendant dix ans pour ses clients de la partie sud de la péninsule Bruce.

Nous pouvons maintenant évaluer à **environ 200 000 \$** les économies obtenues pour les écoles grâce à cette décision, qui reprenait essentiellement une des solutions de rechange que nous avons proposées.

EPCOR a déposé une requête pour faire annuler cette décision, et nous allons nous opposer à cette requête.

Enbridge Gas - Tarifs de distribution - 2024-2028. Enbridge Gas Inc., l'entreprise issue de la fusion d'Enbridge et Union Gas, continue d'avancer petit à petit vers l'approbation ses tarifs pour les cinq prochaines années, qui font l'objet d'une demande complexe présentée à la Commission de l'énergie. Pour les écoles, l'enjeu se chiffre à plus de 30 M\$ de coûts supplémentaires sur cinq ans.

Le dossier comporte trois éléments principaux. Il y a d'abord les hausses de tarifs classiques visant à

couvrir l'augmentation des coûts d'exploitation et autres frais divers. Ensuite, il y a un problème nouveau, celui des clients qui veulent délaissier progressivement les combustibles fossiles, ce qui aura des effets sur les revenus et les besoins en capital de l'entreprise. Enfin, il y a l'harmonisation des tarifs dans toute la province, qui fera inévitablement des gagnants et des perdants. Cette troisième composante inclura aussi la formule qui servira à établir les tarifs pour les années 2025 à 2028.

À la fin du premier trimestre, la communication de l'information et les interrogatoires préalables étaient en grande partie terminés. Toutefois, au début du deuxième trimestre, Enbridge a déposé de nouveaux renseignements, et plusieurs groupes environnementaux et autres intervenants ont fait de même. Une fois que l'examen de tout cela a été achevé, notre avocat Mark Rubenstein a dirigé 23 groupes d'intervenants pendant deux semaines de négociations en vue de conclure un règlement avec Enbridge.

Les négociations ont été difficiles, notamment en raison de la diversité des points de vue des intervenants. Toutefois, à la surprise de beaucoup, un règlement a été conclu sur certains des enjeux non liés à la transition énergétique, comme les coûts de fonctionnement autorisés. En fin de

compte, ce règlement procurera aux écoles des économies d'**environ 5,9 M\$** de 2024 à 2028.

La prochaine étape est une audience qui se déroulera presque entièrement en personne à compter de la mi-juillet. La Commission de l'énergie entendra d'abord des témoins qui présenteront divers points de vue, dont celui d'Enbridge, concernant l'impact du changement climatique sur la planification de l'avenir de l'entreprise; notre avocat Jay Shepherd jouera alors un rôle de premier plan. Les semaines suivantes seront consacrées au reste des enjeux, dont le plan d'immobilisations de plusieurs milliards de dollars proposé par Enbridge; notre avocat Mark Rubenstein prendra alors le relais. Le dépôt des arguments suivra en août et septembre, et la Commission devrait rendre une décision d'ici la fin de l'année.

D'autres étapes de ce processus, concernant cette fois la répartition des coûts ainsi que l'harmonisation et l'indexation des tarifs, commenceront en octobre ou novembre et se poursuivront jusqu'au printemps prochain.

Enbridge Gas - Programmes de conservation.

Pour la première fois, le vaste portefeuille de programmes de gestion axée sur la demande d'Enbridge sera soumis à une certaine surveillance par le groupe consultatif de parties prenantes dont nous avons d'abord suggéré la création. Notre avocat Jay Shepherd a été nommé représentant des clients au sein de ce groupe, qui est principalement composé d'experts internationaux en conservation. Plusieurs réunions ont maintenant eu lieu, et une firme externe a été retenue pour modéliser le potentiel de programmes de conservation élargis, qui seront mis en œuvre à compter de 2025.

Nous continuons de faire pression pour qu'Enbridge se fixe des objectifs plus ambitieux, y compris des réductions absolues de la consommation annuelle de gaz naturel.

Enbridge - Planification intégrée des ressources.

Le groupe qui supervise les efforts de planification intégrée des ressources d'Enbridge continue de presser l'entreprise d'agir. Deux projets pilotes visant à remplacer des dépenses en immobilisations à Parry Sound et Sarnia ont

maintenant été finalisés et seront proposés au troisième trimestre.

AFFAIRES COURANTES - ÉLECTRICITÉ

Ontario Power Generation (OPG) - Coûts liés à la rémunération. Après que la Cour supérieure de justice a invalidé en 2022 la loi 124, qui limitait les hausses salariales des travailleurs du secteur public, OPG a estimé qu'elle devrait verser à ses employés environ 220 M\$ de plus sur cinq ans.

C'était un problème pour l'entreprise, qui avait conclu en 2021 un règlement négocié de ses tarifs pour la période de 2022 à 2026. OPG a donc présenté à la Commission de l'énergie une demande qui cherchait essentiellement à modifier ce règlement pour ajouter ce coût supplémentaire à ses tarifs.

Avec d'autres groupes, nous nous sommes opposés à cette demande en faisant valoir que 1) les travailleurs d'OPG sont déjà payés plus que ceux d'entreprises comparables, et 2) comme OPG était au courant du problème quand elle a conclu le règlement, elle doit donc s'en tenir à celui-ci.

Dans une décision publiée en juin, la Commission de l'énergie nous a donné raison en rejetant la demande de hausse de tarifs d'OPG. Les écoles économiseront ainsi **environ 4,5 M\$**.

Toronto Hydro - Tarifs de distribution - 2025-2029.

Toronto Hydro a fourni des informations préliminaires sur sa prochaine demande tarifaire quinquennale, qui inclura un investissement majeur pour moderniser et reconfigurer son réseau. Il est probable que cette demande prévoira des hausses rapides des tarifs de distribution.

Une consultation publique a pris fin pendant le trimestre. L'entreprise modifiera probablement ses plans, et elle devrait présenter une demande officielle de hausse de tarifs en novembre.

Ellexicon Energy - Plan d'immobilisations - 2023-2025.

La décision sur la proposition d'Ellexicon visant à dépenser plus de 70 M\$ pour reconfigurer son réseau dans la région de Whitby sera publiée au troisième trimestre. Nous en traiterons à ce moment, car nous pourrions alors calculer les économies réalisées. (Voici un indice : c'est une bonne nouvelle.)

Tarifs d'autres distributeurs. La décision concernant les tarifs d'EPCOR dans la région de Collingwood pour la période de 2023 à 2027 a entraîné des réductions budgétaires et d'autres conséquences favorables. Le résultat est une économie d'**environ 45 000 \$** pour les écoles de la région.

AUTRES QUESTIONS

Transition énergétique. La transition énergétique (soit l'abandon progressif des combustibles fossiles, surtout en faveur de l'électrification) progresse à une vitesse fulgurante et en vient à dominer le débat dans le secteur de l'énergie. Par exemple, le plan d'affaires de la Commission de l'énergie pour la période de 2023 à 2026 comprend un chapitre distinct à ce sujet, qui décrit des dizaines d'initiatives réglementaires.

De plus, Enbridge, Elexicon et Toronto Hydro ont présenté à la Commission des demandes fortement axées sur la transition énergétique, et l'association nationale des régulateurs de l'énergie (désignée par l'acronyme CAMPUT) a structuré sa conférence annuelle autour de ce sujet. Enfin, lors de la conférence annuelle de l'Association des consommateurs industriels de gaz en mai, notre avocat Jay Shepherd a pris à un panel avec la directrice générale de la Commission de l'énergie, Susanna Zagar, qui portait – vous l'aurez deviné – sur la transition énergétique.

Au cours des dix prochaines années, les conseils scolaires seront pressés toujours plus vivement de réduire ou d'éliminer leur consommation de gaz naturel et d'autres combustibles fossiles. Cela sera

particulièrement important si les investissements des distributeurs de gaz deviennent irrécupérables et leurs actifs sous-utilisés, car les clients qui consommeront encore du gaz naturel devront alors l'acheter au prix fort.

Jay Shepherd
Mark Rubenstein
Jane Scott

Au nom de la Coalition de l'énergie des écoles

Vous avez des questions?

Communiquez avec une des personnes suivantes :

Brian McKay (sec@oesc-cseo.org)

Jay Shepherd (jay@shepherdrubenstein.com)

Mark Rubenstein (mark@shepherdrubenstein.com)

La Coalition de l'énergie des écoles est inscrite à titre d'intervenant officiel auprès de la Commission de l'énergie de l'Ontario pour représenter les 72 conseils scolaires de l'Ontario. Son rôle est de protéger les intérêts financiers des conseils scolaires lorsque les entreprises qui distribuent du gaz naturel et de l'électricité demandent à la Commission d'approuver des hausses de leurs tarifs.

La Coalition est représentée par l'avocat Jay Shepherd, qui consulte régulièrement le directeur général de la CSEO.

Le directeur général,

Ted Doherty

Courriel : solutions@oesc-cseo.org